

Notre santé et notre argent partent en fumée

Comment le financement
d'industries malsaines met en
danger des millions de personnes
et coûte des milliards



Pour accélérer la transition vers une énergie propre, les nations doivent cesser de financer des industries malsaines comme celle des combustibles fossiles. Cette action aurait pour effet de réduire la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre, d'atténuer ainsi le changement climatique et de sauver des vies. Il est nécessaire de remettre en question les incitations économiques actuelles en faveur des industries malsaines pour pouvoir élaborer des politiques cohérentes en matière de développement durable, d'énergies propres et de prévention des maladies non transmissibles (MNT).

Les faits



À l'échelle mondiale, les gouvernements consacrent presque 300 milliards de dollars aux subventions avant impôts pour des énergies fossiles qui ont pourtant un coût sanitaire de 2 700 milliards de dollars¹.

INDIA

L'Inde dépense

7,03 milliards de dollars

en subventions pour les énergies fossiles, dont le coût sanitaire s'élève à

140,7 milliards

EUROPE ET ÉTATS-UNIS

Les subventions aux énergies fossiles allouées par l'Union européenne et les États-Unis représentent respectivement

1,07 et 1,09 milliard

de dollars.

Le coût sanitaire des énergies fossiles s'élève à

200 milliards de dollars.

INDE, CHINE ET RUSSIE

Coût sanitaire des énergies fossiles en Inde, en Chine et en Russie:

5 fois plus que

l'ensemble des dépenses de santé de chacun de ces pays.

Introduction

Les économistes emploient le terme « incitations perverses » pour désigner les subventions fournies aux producteurs, revendeurs ou promoteurs de produits qui nuisent à la santé. On parle de « perversion » de l'outil économique, car le résultat de cette incitation va contre les intérêts fondamentaux du payeur. Lorsque les gouvernements subventionnent le tabac, l'alcool, les aliments à haute teneur en sucre et en sel, et les combustibles fossiles, ils s'imposent à eux-mêmes un lourd fardeau financier et social étant donné que ces produits nuisent à la santé et grèvent les systèmes de santé à cause des maladies qu'ils génèrent.

En amont du Sommet Action Climat 2019 organisé par le Secrétaire général de l'ONU, de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la couverture sanitaire universelle et du Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, Vital Strategies et NCD Alliance ont examiné les données existantes concernant les incitations nuisibles à la santé, les sommes investies par les gouvernements dans des industries malsaines et les impacts sanitaires de ces industries.

Cet examen, qui aborde plus particulièrement les subventions aux énergies fossiles, sera intégré à un rapport technique en cours de préparation relatif au coût financier des incitations en faveur des industries malsaines.

Les actions nécessaires

La pollution de l'air, y compris quand elle est causée par des activités domestiques, entraîne 5 à 7 millions de décès dans le monde chaque année^{2,3}. Plus de 90 % de la population mondiale vit dans des régions où l'air est pollué. Les subventions en faveur des énergies fossiles ont de nombreux effets pervers : elles font augmenter la demande et encouragent la surconsommation de combustible, prolongent et renforcent la dépendance aux sources d'énergies non

renouvelables et polluantes, et contribuent au changement climatique.

Les tendances mondiales indiquent que la charge des décès et invalidités dus à la pollution de l'air risque d'augmenter au cours des 10 prochaines années si les pratiques actuelles se poursuivent. Pour atteindre les Objectifs de développement durable fixés par l'ONU³, il est urgent de passer à des sources d'énergie propres et de ne plus dépendre des énergies fossiles.

Notre rapport souligne l'incohérence des politiques actuelles qui consistent à subventionner des produits, tels que les énergies fossiles, qui nuisent à la santé des personnes et des sociétés.

Les subventions publiques en faveur des industries fossiles et les coûts sanitaires dus à la pollution de l'air atteignent des sommes considérables. Ils constituent en effet une part importante du budget alloué à la santé par chaque gouvernement. Dans de nombreux pays, la pollution de l'air causée par les industries fossiles finit même par coûter aux gouvernements beaucoup plus que le budget dont ils disposent pour la santé.

- À l'échelle mondiale, les gouvernements allouent presque 300 milliards de dollars en subventions avant impôts pour les combustibles fossiles, dont le coût sanitaire s'élève à 2 700 milliards¹,
- L'Inde dépense 7,03 milliards de dollars en subventions pour les combustibles fossiles, dont le coût sanitaire s'élève à 140,7 milliards.
- Les subventions en faveur des combustibles fossiles allouées par l'Union européenne et les États-Unis sont évaluées à respectivement 1,07 et 1,09 milliard de dollars. L'utilisation de combustibles fossiles coûte plus de 200 milliards de dollars en dépenses sanitaires.
- Le coût sanitaire des combustibles fossiles est plus de cinq fois plus élevé que l'ensemble des dépenses de santé de chacun des pays concernés.



Subventions pour les combustibles fossiles, coûts sanitaires et dépenses de santé publique des gouvernements

Coût des impacts sanitaires comparé aux subventions pour les combustibles fossiles

296

milliards de dollars en subventions pour les combustibles fossiles (2017)

2700

number of billions of USD for health costs from fossil fuels (2015)

Coût financier des impacts sanitaires comparé aux dépenses de santé publique des gouvernements⁵

	2015 Coût financier des impacts sanitaires en milliards de dollars	2016 Dépenses de santé publique des gouvernements en milliards de dollars (% du PIB)
Monde	2 700	5 600 (7,4 %)
Argentine	5,89	30 (5,6 %)
Chine	1 780	320,6 (2,9 %)
Égypte	-	3,7 (1,3 %)
Union européenne	229,5	1 300 (7,9 %)
Inde	140,7	21,2 (0,9 %)
Indonésie	16,9	13,1 (1,4 %)
Iran	-	18,3 (4,4 %)
Mexique	7,4	29,6 (2,9 %)
Russie	196,4	38,6 (3,0 %)
Arabie Saoudite	12,3	25,6 (3,9 %)
États-Unis	219,2	2 600 (13,9 %)
Venezuela	-	17,9 (8,5 %)

Source

Dépenses de santé des gouvernements: Banque mondiale (pour le Venezuela, les dépenses de santé et les données concernant la population proviennent des dernières estimations des subventions énergétiques mondiales publiées par le FMI, 2018 <https://www.imf.org/en/Publications/WPI/Issues/2019/05/02/Global-Fossil-Fuel-Subsidies-Remain-Large-An-Update-Based-on-Country-Level-Estimates-46509>)

Dépenses de santé: rapport HEAL <https://www.euractiv.com/wp-content/uploads/sites/2/2017/07/HEAL-Report-Hidden-pricetags.pdf>; Chiffres ne concernant que les coûts sanitaires liés aux décès prématurés causés par la pollution de l'air



Les subventions mondiales pour les combustibles fossiles dépassent de loin les déficits de financement pour le développement des énergies propres

300

Milliards de dollars

en subventions aux énergies fossiles au niveau mondial

13x

la somme d'argent public allouée au financement de l'adaptation et de la résilience au changement climatique en 2016 (23 milliards de dollars)⁶.

6x

les fonds nécessaires pour atteindre l'objectif annuel de 100 milliards de dollars pour le climat fixé par l'Accord de Paris⁷.



Les efforts de la Jordanie pour supprimer les subventions aux énergies fossiles

La Jordanie, qui dépend fortement des importations de pétrole et de gaz naturel, a dépensé plus de 5 % de son PIB, qui s'élève à environ 711 millions de dollars, en subventions pour les combustibles fossiles en 2005⁸. En 2010, le pays avait réduit ces subventions à 0,4 % du PIB et en 2012, il les avait éliminées, sauf pour le gaz de pétrole liquéfié (GPL), un carburant plus propre⁹. En réponse aux inquiétudes grandissantes émanant de la société civile, la Jordanie a finalement alloué la plus grande partie des sommes économisées à des programmes de protection sociale, qui consistaient entre autres à apporter une aide financière en liquide aux familles les plus pauvres pendant l'hiver afin de les aider à couvrir les coûts de chauffage et d'électricité.

L'Inde change la destination des subventions allouées au charbon polluant

L'Inde est l'un des plus importants producteurs de charbon au monde et utilise également ce combustible pour générer presque 80 % de son électricité. Le pays s'est engagé à éliminer les subventions pour les combustibles fossiles jugées inefficaces, car elles encouragent le gaspillage¹⁰, tout en soutenant les habitants les plus pauvres pour les aider à passer d'une biomasse solide à des carburants plus propres¹¹.

Pour y parvenir, l'Inde alloue désormais la presque totalité des anciennes subventions aux combustibles fossiles au gaz de pétrole liquéfié, plus propre, pour les membres de la population les plus pauvres. Entre 2016 et 2017, les subventions pour les combustibles fossiles polluants ont baissé de 2 milliards de dollars¹² tandis que celles dédiées aux énergies renouvelables ont augmenté de 0,8 milliard, soit six fois plus qu'en 2014.

Appel à l'action

Conscients qu'il existe actuellement des défis politiques importants à court terme, nous appelons les gouvernements et la communauté du développement à réexaminer les incitations économiques actuelles et à garantir des politiques cohérentes de promotion de la santé dans le cadre d'un programme de développement durable visant les objectifs suivants :

- **Surveiller les investissements dans des produits malsains.** Il est important de mesurer le coût sanitaire et social des combustibles fossiles afin d'obtenir une image fidèle des impacts économiques et sociétaux d'un investissement potentiel. Il est essentiel de disposer de données fiables et d'effectuer un suivi des impacts des investissements afin d'informer les gouvernements qui s'efforcent de respecter leurs engagements en matière de développement durable. Les nations qui ne déclarent actuellement pas leurs dépenses de subventions doivent commencer à le faire.

Vital Strategies est une organisation qui croit en un monde où chaque personne est protégée par un système de santé publique fort. Notre équipe mondiale s'appuie sur des stratégies fondées sur des données probantes et sur l'innovation pour aider à élaborer et mettre en œuvre des politiques de santé publique solides, à gérer efficacement des programmes, à renforcer les systèmes de données, à mener des recherches et à concevoir des campagnes de communication stratégique visant à faire changer les politiques et les comportements.

Le réseau NCD Alliance se consacre à l'amélioration de la prévention et du contrôle des maladies non transmissibles dans le monde entier. Il comprend nos membres, des alliances NCD nationales et régionales, et plus de 1 000 associations membres de nos fédérations fondatrices, des associations scientifiques et professionnelles, et des institutions universitaires et de recherche. L'Alliance travaille en collaboration avec des partenaires stratégiques tels que l'Organisation mondiale de la Santé, les Nations unies et des gouvernements, et ce à l'échelle mondiale, régionale et nationale pour faire entendre la voix de la société civile dans la campagne mondiale sur les maladies non transmissibles.

Remerciements :

Ce document est le résultat d'un projet commun entre Vital Strategies et le réseau NCD Alliance. Il est basé sur un rapport technique qui sera bientôt publié. Les données et analyses ayant servi à son élaboration ont été produites par Dora Maradiaga^{i,ii}, sous la direction de Nandita Murukutlaⁱ. Ce résumé a été rédigé par Priya Kanaysonⁱⁱ et Daniel Kassⁱ, assistés de Rebecca Perlⁱ, Nina Renshawⁱⁱ et Russell Dowlingⁱ. Il a été édité par Karen Schmidtⁱ. Il a été révisé en externe par Evan Blecherⁱⁱⁱ.

NOTES

1. <https://www.euractiv.com/wp-content/uploads/sites/2/2017/07/HEAL-Report-Hiddenpricetags.pdf>
2. Health Effects Institute. 2019. State of Global Air 2019. Special Report Boston, MA
3. <https://www.who.int/airpollution/en/>
4. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/household-air-pollution-and-health>
5. Principaux pays subventionneurs de combustibles fossiles dont les deux principaux pays subventionneurs parmi les économies développées. Les pays sont classés par ordre alphabétique.
6. https://orbit.dtu.dk/ws/files/163239857/AGR_Final_version.pdf
7. <https://unfccc.int/topics/climate-finance/the-big-picture/climate-finance-in-the-negotiations>
8. <http://greenfiscalpolicy.org/wp-content/uploads/2013/08/Jordan.pdf>
9. https://www.cape4financeministry.org/sites/cape/files/inline-files/Session%201-3.%20Thomas%20Flochel_Marseille%20CAPE%20Oct18%20-%20ESRAF%20v3.pdf
10. <https://www.g20karuizawa.go.jp/assets/pdf/Update%20on%20Recent%20Progress%20in%20Reform%20of%20Inefficient%20Fossil-fuel%20Subsidies%20that%20Encourage%20Wasteful%20Consumption.pdf>
11. <https://www.g20karuizawa.go.jp/assets/pdf/Update%20on%20Recent%20Progress%20in%20Reform%20of%20Inefficient%20Fossil-fuel%20Subsidies%20that%20Encourage%20Wasteful%20Consumption.pdf>
12. <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/finance/indias-energy-subsidies-down-by-36-percent-to-rs-1-51-lakh-crore-in-fy-17/articleshow/67177941.cms?from=mdr>
13. <https://www.who.int/bulletin/volumes/92/8/14-143495/en/>

i. Vital Strategies

ii. NCD Alliance

iii. University of Illinois at Chicago (UIC)